

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL
DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR
DU 24 MAI 2018**

Le Comité Syndical des mobilités Pays Basque-Adour, sur convocation du 18 mai 2018, affichée ce même jour s'est réuni en séance au 15 avenue Foch à Bayonne, le 24 mai 2018 à 17h00.

La séance est ouverte à 17h08 par Monsieur Claude OLIVE, Président. Il procède à l'appel nominal et constate que le quorum est atteint.

Titulaires présents		Excusés
BAUDRY Paul	JUHEL Laurent	CARPENTIER Vincent
BISAUTA Martine	KEHRIG COTTENÇON Chantal	FOURNIER Jean-Louis
BONNAMY Eric	LESPADE Jean-Marc	HIRIART-URRUTY Argitxu
CARASCO Olivier	MENDIBURU Paul	LAFLAQUIERE Jean-Pierre
CHARRON Martine	NEYS Philippe	LASSERRE-DAVID Florence
DAGORRET François	NOUSBAUM Pierre-Marie (jusqu'au rapport n°10)	NARBAIS-JAUREGUY Eric
DARRIBEROUGE Louis	OLIVE Claude	VEUNAC Michel
ETCHEGARAY Jean-Pierre	PONS Yves	
ETCHEGARAY Jean-René	SALDUCCI Jean-Paul	
GONZALES Christian	SOROSTE Michel	
HACALA Germaine	THEBAUD Marie-Ange	
HOURCADE Robert	VEUNAC Jacques (jusqu'au rapport n°16)	
IRIGOYEN Jean-François		

Suppléants présents mandatés par des titulaires

Titulaires excusés	Suppléants désignés
CACHENAUT Bernard	OLHATS Jean-Michel
IBARLUCIA Michel	FOURQUET Guillaume

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
ALZURI Emmanuel	OLIVE Claude

Secrétaire de Séance : Paul MENDIBURU

OJ N°1 : INSTALLATION DE MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS IRIGOYEN EN QUALITE DE DELEGUE SYNDICAL

Le décès de Monsieur Peyuco DUHART a rendu vacant un siège de délégué titulaire.

Suite à l'élection de Monsieur Jean-François IRIGOYEN, maire de la commune de Saint Jean-de-Luz et conseiller communautaire, et à sa désignation par délibération du 14 avril 2018 par le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Pays Basque en qualité de délégué du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, je vous demande de bien vouloir l'accueillir au sein de cette assemblée.

DONT ACTE

OJ N°2 : ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR.

Suite au décès de Monsieur Peyuco DUHART, 2ème Vice-président et à la démission de Messieurs Michel VEUNAC, 3ème Vice-président et de René ETCHEMENDY, 5ème Membre délégué, le Comité syndical est invité à élire les nouveaux membres.

En application des dispositions des articles L 2122-7-1, L 5211-2 et L.5711-1 du code général des collectivités territoriales, il est en outre rappelé qu'à chaque scrutin, nul n'est élu au premier ou au deuxième tour, s'il n'a pas obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés. Au troisième tour, la majorité relative suffit. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Il sera procédé à trois tours de scrutin si la majorité absolue n'est pas atteinte au cours des deux premiers. Aucune disposition réglementaire n'impose un acte de candidature préalable pour l'élection aux fonctions de vice-président ou de membre délégué. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir été candidat aux deux premiers tours pour pouvoir poser sa candidature au troisième tour.

➤ Election du deuxième Vice-Président :

Il est proposé la candidature de Jean-François IRIGOYEN

Le dépouillement du vote donne le résultat suivant :

- Nombre de votants : 28
- Blancs et nuls : 1
- Suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue : 14

Jean-François IRIGOYEN a obtenu 27 voix.

Jean-François IRIGOYEN ayant obtenu la majorité absolue est proclamé DEUXIEME VICE-PRESIDENT.

➤ Election du troisième Vice-Président :

Il est proposé la candidature d'Eric BONNAMY

Le dépouillement du vote donne le résultat suivant :

- Nombre de votants : 28
- Blancs et nuls : 28
- Suffrages exprimés : 28
- Majorité absolue : 15

Eric BONNAMY a obtenu 28 voix.

Eric BONNAMY ayant obtenu la majorité absolue est proclamé TROISIEME VICE-PRESIDENT.

➤ Election du Cinquième Membre Délégué :

Il est proposé la candidature de Bernard CACHENAUT

Le dépouillement du vote donne le résultat suivant :

- Nombre de votants : 28
- Blancs et nuls : 1
- Suffrages exprimés : 27
- Majorité absolue : 14

Bernard CACHENAUT a obtenu 27 voix.

Bernard CACHENAUT ayant obtenu la majorité absolue/relative est proclamé CINQUIEME MEMBRE DELEGUE.

En conséquence, le Bureau est composé de la façon suivante :

Président : Claude OLIVE

Vice-Présidents :

Premier Vice-Président, Jean-René ETCHEGARAY
Deuxième Vice-Président, Jean-François IRIGOYEN
Troisième Vice-Président, Eric BONNAMY
Quatrième Vice-Président, Paul BAUDRY
Cinquième Vice-Président, Robert HOURCADE
Sixième Vice-Président, Olivier CARASCO
Septième Vice-Président, Jean-Pierre ETCHEGARAY
Huitième Vice-Président, Jean-Marc LESPAGE
Neuvième Vice-Président, Chantal KEHRIG-COTTENCON
Dixième Vice-Président, Emmanuel ALZURI
Onzième Vice-Président, Louis DARRIBEROU

Conseillers Délégués :

Premier Conseiller délégué, Philippe NEYS
Deuxième Conseiller délégué, Eric NARBAIS-JAUREGUY
Troisième Conseiller délégué, François DAGORRET
Quatrième Conseiller délégué, Yves PONS
Cinquième Conseiller délégué, Bernard CACHENAUT

DONT ACTE

OJ N°3 : ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 6 AVRIL 2018.

Monsieur Claude OLIVE, Président, soumet à l'approbation de l'assemblée le procès-verbal du comité syndical des mobilités Pays Basque-Adour du 6 avril 2018.

DONT ACTE

OJ N°4 : COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT EN APPLICATION DE L'ARTICLE L5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Il est rendu compte au Comité syndical des décisions prises par le Président en application de l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales :

- 18 mai 2018 : création d'une régie de recettes pour l'exploitation du service de transports scolaires sur le territoire du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour.
- 18 mai 2018 : arrêté de nomination d'un régisseur et des mandataires suppléants d'une régie de recettes pour l'exploitation du service de transports scolaires sur le territoire du Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour.

DONT ACTE

OJ N°5 : COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU EN APPLICATION DE L'ARTICLE L5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Il est rendu compte au Comité syndical des décisions prises par le Bureau en application de l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales :

- 25 janvier 2018 : Attribution de 24 subventions pour l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique (VAE) pour un montant total de 5 050,89 € suivant les règles d'attribution fixées au règlement :
- Pour un quotient familial inférieur à 1 200 €, le montant de la subvention attribuée pour l'acquisition d'un VAE neuf est calculé sur la base de 25% du coût d'achat. Ce montant est plafonné à 300 €.

- Pour un quotient familial compris entre 1 200 € et 2 200 €, le montant est calculé sur la base de 12,5% du coût d'achat et plafonné à 150 €.
- Aucune aide pour un quotient familial supérieur à 2 200 €.

N° DOSSIER	NOM	PRENOM	COMMUNE	QUOTIENT FAMILIAL INFERIEUR A	MONTANT SUBVENTION
VAE-2017-26	LAHIRIGOYEN	Yvette	ANGLET	1 200,00 €	187,25 €
VAE-2017-27	NEVEUX	Kevin	BASSUSSARRY	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-28	DIGOIT	Olivier	BAYONNE	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-29	ALDON	Isabelle	BASSUSSARRY	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-30	JIMENEZ	Florence	BAYONNE	1 200,00 €	222,50 €
VAE-2017-31	MENDY	Nathalie	ANGLET	1 200,00 €	124,75 €
VAE-2017-32	CHAUTRU	Jean-Baptiste	ANGLET	1 200,00 €	175,00 €
VAE-2017-33	SOULLIER	Cédric	ANGLET	1 200,00 €	175,00 €
VAE-2017-34	OLIVES	Sophie	BAYONNE	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-35	RETOURET	Jacques	BIARRITZ	1 200,00 €	219,75 €
VAE-2017-36	MUNIER	Chantal	BIDART	2 200,00 €	62,38 €
VAE-2017-37	PUJO	Stéphane	BIARRITZ	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-38	ELICHIRY	Aline	BAYONNE	1 200,00 €	274,75 €
VAE-2017-39	GIMOND	Michel	ANGLET	2 200,00 €	62,38 €
VAE-2017-40	MORIN	Hélène	BARDOS	2 200,00 €	149,88 €
VAE-2017-41	TURI-AMZALLAG	Jérôme	BAYONNE	1 200,00 €	292,50 €
VAE-2017-42	POTTIER	Isabelle	BAYONNE	1 200,00 €	300,00 €
VAE-2017-43	DE RIDDER	Justine	BIARRITZ	1 200,00 €	200,00 €
VAE-2017-44	LASSALLE	Bernadette	BAYONNE	1 200,00 €	114,75 €
VAE-2017-45	CURUTCHET	Dominique	BAYONNE	1 200,00 €	114,75 €
VAE-2017-46	LARCADE	Nadine	BIARRITZ	2 200,00 €	150,00 €
VAE-2017-47	SANS	Sandra	BIARRITZ	1 200,00 €	175,00 €
VAE-2017-48	LATCHIMY	Myriam	BAYONNE	1 200,00 €	250,00 €
VAE-2017-49	LAZARE	Christian	ANGLET	1 200,00 €	300,00 €
				TOTAL	5 050,89 €

- **06 avril 2018** : Attribution de 15 subventions pour l'aide à l'acquisition de vélos à assistance électrique (VAE) pour un montant total de 3 509,23 € suivant les règles d'attribution fixées au règlement :
 - Pour un quotient familial inférieur à 1 200 €, le montant de la subvention attribuée pour l'acquisition d'un VAE neuf est calculé sur la base de 25% du coût d'achat. Ce montant est plafonné à 300 €.
 - Pour un quotient familial compris entre 1 200 € et 2 200 €, le montant est calculé sur la base de 12,5% du coût d'achat et plafonné à 150 €.
 - Aucune aide pour un quotient familial supérieur à 2 200 €.

N° DOSSIER	NOM	Prénom	COMMUNE	QUOTIENT FAMILIAL	MONTANT SUBVENTION
VAE-2018-1	TASTET	Mathieu	BIDART	1200	300,00 €
VAE-2018-2	SAMSO	Catherine	BIARRITZ	1200	300,00 €
VAE-2018-3	DELAMOTTE	Allan	ANGLET	2200	150,00 €
VAE-2018-4	ROUSSILLE	Monique	BIARRITZ	1200	100,00 €
VAE-2018-5	AGUERRE	Céline	ANGLET	1200	300,00 €
VAE-2018-6	LE FUR	Anne	BAYONNE	1200	300,00 €
VAE-2018-7	GUILLEMIN	Marie-Claude	BOUCAU	1200	300,00 €
VAE-2018-8	VEILLEROT	Guilhem	BIARRITZ	1200	300,00 €
VAE-2018-9	DUBOS	Bernard	BIARRITZ	1200	212,25 €
VAE-2018-10	BELLOC	Pierre-Jean	TARNOS	2200	72,50 €
VAE-2018-11	RUIZ	François	BAYONNE	1200	300,00 €
VAE-2018-12	HARDY	Frédéric	TARNOS	1200	174,75 €
VAE-2018-13	DESMOTS	Stella	CAMBO LES BAINS	1200	249,98 €
VAE-2018-14	RIVIERE	Caroline	BAYONNE	1200	300,00 €
VAE-2018-15	MATHE	Morgane	ANGLET	1200	149,75 €
				TOTAL	3 509,23

Deux dossiers en régularisation ont été aussi validés.

VAE-2017-48 : Madame LATCHIMY Myriam :

Par décision du Comité syndical en date du 25 janvier 2018, une subvention de 250,00 € a été attribuée à Madame LATCHIMY Myriam (dossier n°VAE-2017-48) pour l'acquisition d'un vélo à 999,99 €.

Or, une erreur de saisie du montant d'achat de ce vélo a été relevée : le coût du vélo est de 1 199,99 €. La subvention à pouvoir être octroyée à madame LATCHIMY au regard de son quotient familial (inférieur à 1 200€) est donc de 300,00 €.

Il est par conséquent proposé au Comité syndical d'accorder le **versement d'un complément de 50,00 €** (300,00€ de subvention – 250,00 € déjà attribué) à madame LATCHIMY en régularisation de son dossier.

VAE-2017-40 : Madame MORIN Hélène :

Dans le cadre de l'instruction de la demande de subvention de madame MORIN Hélène (dossier VAE-2017-40) et au regard de l'avis d'imposition sur les revenus de l'année 2016, le quotient familial ressortait à 1 734 € permettant l'attribution d'une subvention égale à 149,88 € par décision du Comité syndical en date du 25 janvier 2018.

En date du 19 février 2018, Madame MORIN a transmis au Syndicat des Mobilités un avis de dégrèvement et restitution d'impôt sur les revenus 2016 pour prise en compte et recalculer le montant de la subvention. Le nouveau quotient familial s'établit à 1 156 €. Le montant de la subvention attribuée est calculé sur la base de 25% du coût d'achat. L'aide pouvant être octroyée à madame MORIN est donc égale à 299,75 €.

Il est ainsi proposé au Bureau d'accorder le **versement d'un complément de 149,87 €** (299,75 € de subvention – 149,88 € déjà attribué) à madame MORIN en régularisation de son dossier.

- **06 avril 2018 :** Attribution d'une subvention de 4 000 € TTC à l'association Atelier Vélo Txirind'ola pour l'organisation des rencontres de l'Heureux Cyclage.

DONT ACTE

OJ N°6 : DEMENAGEMENT DU SYNDICAT DES MOBILITES PAYS BASQUE-ADOUR ET CONTRAT DE BAIL

En raison du manque d'espace au siège de la Communauté d'agglomération Pays Basque-Adour et de nouvelles compétences en lien avec l'extension du ressort territorial du Syndicat des mobilités, le personnel communautaire mis à disposition du Syndicat des mobilités sera relogé dans de nouveaux locaux.

Le Syndicat des mobilités propose de déménager dans des locaux situés au Forum, 8-10 rue des Pontots, à Bayonne. Le loyer mensuel est de 7 920 € TTC charges comprises.

Le Comité syndicat est invité à autoriser le Président à signer le bail ci-annexé et toutes les formalités y afférentes.

Martine CHARRON demande s'il n'y avait pas d'autres locaux disponibles appartenant à l'Agglomération qui pouvaient être utilisés.

Claude OLIVE précise que tous les locaux ont été étudiés, mais il est nécessaire que les services du Syndicat soient réunis dans les mêmes locaux pour pouvoir travailler en lien les uns avec les autres et les locaux de l'Agglomération ne sont pas en capacité de recevoir 40 personnes.

Germaine HACALA demande si les parents d'élèves sont obligés de venir au Forum pour s'inscrire.

Chantal KEHRIG précise que la plupart des inscriptions se font par internet.

Martine BISAUTA précise qu'un syndicat a une forme juridique indépendante. Même si cela implique un coût à assumer par le Syndicat, elle pense qu'il est utile d'établir une distinction entre la Communauté d'Agglomération et le Syndicat afin que les compétences des deux soient clairement définies et plus lisibles pour les usagers comme pour les élus. Martine BISAUTA était déçue à l'époque de l'intégration du Syndicat au sein de l'Agglomération et se considère aujourd'hui satisfaite de la décision prise.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°7 : DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET GENERAL

Lors du vote du budget primitif le 6 avril dernier, des crédits ont été inscrits en dépenses de fonctionnement pour le loyer des nouveaux bureaux, sis au 8-10, rue des Pontots à Bayonne. Cependant, pour garantir l'exécution de ses obligations, le bailleur demande également au Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, le versement d'un dépôt de garantie de 19 800 €.

Or, en nomenclature M14, tout dépôt de garantie est imputé au compte « 275 – Dépôts et cautionnements versés », du chapitre **27 – Autres immobilisations financières** en dépenses d'investissement, chapitre ne présentant aucun crédit lors du vote du budget primitif et donc non soumis au vote.

C'est pourquoi, il vous est proposé d'ajouter au chapitre 27 le montant nécessaire pour ce dépôt de garantie par le vote d'une modification du budget 2018 comme suit :

En dépenses d'investissement :

- Au chapitre 23 une diminution des crédits de 19 800 €,
- Au chapitre 27 une augmentation des crédits de 19 800 €.

Au vu de ces explications, le Comité syndical est invité à voter les crédits de la décision budgétaire modificative n°1 du budget du Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour, comme détaillé ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°8 : CONVENTION AUDAP – PROGRAMME 2018

1. Le contexte

L'Agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (AUDAP) a pour missions, au service de ses membres, de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement durables, à l'élaboration des documents d'urbanisme tels ceux de planification territoriale et thématiques, notamment dans le domaine de la mobilité durable dans un souci de cohérence et d'articulation des politiques publiques à toutes les échelles territoriales.

L'AUDAP est un outil technique partenarial (sous forme d'une association Loi 1901), dont les membres sont majoritairement des collectivités. Celles-ci déterminent ses missions et décident chaque année d'un programme partenarial d'activité. L'intérêt d'un établissement public d'y participer est de disposer d'une ingénierie durable, ayant une forte connaissance du territoire, de ses acteurs, de ses enjeux, des politiques qui y sont conduites.

L'Assemblée générale de l'AUDAP du 25 novembre 2013 a adopté le projet d'agence pour la période 2014-2016. Ce nouveau cadre d'intervention de l'AUDAP auprès de ses membres, confirme le rôle de l'agence d'urbanisme comme outil d'ingénierie publique partagée, outil d'aide et de conseil qui concourt à un partenariat renforcé entre les collectivités. L'AUDAP, outil au service des territoires, contribue à la transversalité entre les différentes démarches engagées pour un même territoire et travaille à l'imbrication des échelles pour la recherche d'une cohérence d'ensemble dans l'intervention des collectivités. Le projet d'agence est marqué par une évolution souhaitée dans le modèle du partenariat, avec une part plus importante accordée aux missions mutualisées, entre tout ou partie des membres et partenaires de l'AUDAP.

En raison notamment de la recomposition territoriale au 1er janvier 2017 ayant eu un impact sur le territoire d'action de l'autorité organisatrice des mobilités, le programme de travail avec l'Agence d'urbanisme a donc été revu afin de prendre en compte ces évolutions et la diversification des missions du SMPBA.

Il est donc proposé de conclure une convention d'une durée d'un an entre le Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour afin de définir l'intérêt du SMPBA aux missions du programme partenarial d'activité de l'AUDAP et de fixer sa contribution financière à sa réalisation pour l'année 2018.

2. Projet de convention : programme d'actions et financement

Les actions du programme partenarial d'activités de l'AUDAP que le Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour entend soutenir, concernent notamment :

- L'accompagnement à l'élaboration du PDU & l'articulation PDU / PLUI / PCAET / PLH ;
- L'armature urbaine ;
- La mobilité estivale ;
- L'exploitation des données mobilité du SMPBA ;

La contribution financière attendue du Syndicat des mobilités Pays Basque - Adour à la réalisation du programme partenarial d'activité de l'Agence d'Urbanisme Atlantique & Pyrénées, est fixée pour l'année 2018 à 151 200 €. Ce financement ouvre droit à 360 jours de travail. Un décompte régulier des jours de travail sera transmis au SMPBA avec un prévisionnel et un réalisé. Un bilan de cette activité sera adressé en fin d'année.

Cette subvention fera l'objet de trois versements :

- 40% à la signature de la convention ;
- 30% avant le 31 juillet de l'exercice ;
- le solde au plus tard au 1er décembre de l'année d'exercice, après transmission d'un état d'avancement du programme partenarial de travail, validé par le bureau de l'AUDAP.

Le Comité Syndical est invité à :

- approuver le projet de convention, et notamment le programme d'actions 2018 entre l'AUDAP et le SMPBA, annexé à la présente délibération ;
- valider la participation financière du Syndicat, à hauteur de 151 200 € au titre du programme partenarial d'activité 2018 de l'agence ;
- autoriser le Président du Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour ou son représentant à signer la convention.

Jean-René ETCHEGARAY rappelle que l'Agence d'Urbanisme a été créée avec le Conseil des élus et le Conseil de développement du Pays Basque. Depuis quelques années cette agence est devenue départementale parce qu'elle n'existait pas du côté du Béarn mais aujourd'hui elle fonctionne beaucoup avec le Pays Basque et peu avec le Béarn. Il indique qu'il faut adhérer à cette convention car l'AUDAP est le réceptacle quasiment de tout ce qui est la connaissance territoriale de notre bassin de vie. L'AUDAP est d'une grande aide sur les thématiques comme le PDU, le PLH, le SCOT etc...

Chantal KEHRIG demande s'il n'y avait pas besoin d'un appel d'offre.

Claude OLIVE précise que ce n'est pas nécessaire car il y a déjà une convention avec l'AUDAP.

Jean-René ETCHEGARAY indique que l'on est sur le principe de prestations *in house*, c'est-à-dire dès l'instant où des collectivités sont regroupées au sein d'une même agence qui regroupe seulement des collectivités territoriales, nous ne sommes pas tenus aux règles des marchés publics. Il précise aussi que les services rendus par l'AUDAP coûtent beaucoup moins chers que le travail de cabinets privés.

Jean-Marc LESPAGE souhaite savoir si le Béarn ne fait plus partie de l'AUDAP.

Jean-René ETCHEGARAY précise que le Béarn en fait toujours partie mais qu'il ne la sollicite pas beaucoup. Il y a un désengagement de l'agglomération paloise.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°9 : CONVENTION MISE A DISPOSITION DE L'AUDAP VERS LE SMPBA

3. Le contexte

Pour permettre l'exécution d'une mission autour des projets partenariaux complexes sur le ressort territorial du SMPBA impliquant notamment les acteurs ferroviaires et autoroutiers nécessitant des compétences techniques particulières, et compte tenu des relations de partenariat existant entre les deux structures, l'association AUDAP a proposé la mise à disposition d'un salarié détenteur des compétences nécessaires notamment en matière d'expertise de l'environnement ferroviaire.

En effet, Romain Mathey, en détachement au sein de l'AUDAP depuis 6 ans a développé une véritable expertise sur des projets complexes multi-partenariaux, notamment en lien avec le développement de l'offre de mobilités autour de l'étoile ferroviaire de Bayonne.

En raison notamment de la recomposition territoriale au 1er janvier 2017 ayant eu un impact sur le territoire d'action de l'autorité organisatrice des mobilités, il apparaît évident que le SMPBA doit se mobiliser autour de projets structurants pour les mobilités au sein de ce nouveau territoire.

Il est donc proposé de conclure une convention de mise à disposition à compter du 1^{er} juin d'une durée de un an entre le Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour et l'AUDAP afin de fixer les modalités de mise à disposition de Romain Mathey auprès du SMPBA et la contrepartie financière de cette mise à disposition.

4. Projet de convention : programme d'actions et financement

Les projets que Romain Mathey pourra suivre au nom du Syndicat des Mobilités Pays Basque – Adour sont :

- Les pôles d'échanges multimodaux ;
- La valorisation de l'étoile ferroviaire, notamment la construction d'une véritable offre de service multimodale autour de la ligne de Bayonne Saint-Jean-Pied-de-Port
- La mise en œuvre d'une rocade urbaine

La contrepartie financière attendue du Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour pour cette mise à disposition est fixée pour l'année 2018 à 7189,20 € par mois. Ce coût comprend le salaire brut pour un montant de 4.247,9€, les charges patronales afférentes pour un montant de 2.693,1€, ainsi que la participation sur chèques déjeuner, téléphonie... pour un montant de 248,2€.

Le SMPBA versera trimestriellement une provision des traitements et charges de Monsieur Romain MATHEY selon le calendrier suivant :

- Un premier versement à la signature de la convention pour les mois de juin-juillet- août 2018 sur la base de la rémunération indiquée plus haut ;
- Au 1^{er} août, un versement pour les mois de septembre-octobre-novembre 2018 incluant les éventuelles régularisations du trimestre précédent;
- Au 1^{er} novembre, un versement pour les mois de décembre 2018, janvier et février 2019 incluant les éventuelles régularisations du trimestre précédent;
- Au 1^{er} février 2019, un versement pour les mois de mars-avril-mai incluant les éventuelles régularisations du trimestre précédent;
- Au 31 mai 2019, si nécessaire, un dernier versement intégrant les ultimes régularisations.

Le Comité Syndical est invité à :

- Approuver le projet de convention,
- Valider la contrepartie financière du Syndicat, à hauteur de 7189,20 €,
- Autoriser le Président du Syndicat des Mobilités Pays Basque - Adour ou son représentant à signer la convention.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°10 : REGIME INDEMNITAIRE DES REGISSEURS DE RECETTES ISSUES DE LA REGIE DU TRANSPORT SCOLAIRE

Par décisions en date du 17 mai 2018, le Président a créé une régie de recettes de transport scolaire et a désigné le régisseur et ses mandataires.

Seuls les régisseurs et les mandataires-suppléants peuvent bénéficier d'une indemnité de responsabilité.

En vertu des dispositions de cet arrêté, le montant de l'indemnité de responsabilité est déterminé en fonction des fonds maniés.

Les indemnités de responsabilité allouées aux régisseurs de recettes sont fixées sur la base d'un barème défini par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001, relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité

susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant de cautionnement imposé à ces agents.

Compte tenu des contraintes croissantes liées à la fonction de régisseur, il est proposé d'attribuer l'indemnité de responsabilité au régisseur et aux mandataires.

François DAGORRET demande à combien s'élèvent les indemnités.

Elena MOREDA précise que c'est fixé par le décret cité ci-dessus et par rapport à la somme encaissée. Pour le Syndicat, l'estimation de la recette à encaisser est de 700 000 € environ et donc, l'indemnité de responsabilité annuelle serait de 550 € annuels.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°11 : TRANSFERT DU DISPOSITIF DE PRET DE VELOS D'ANGLET AU SYNDICAT DES MOBILITÉS PAYS BASQUE-ADOUR

Soucieuse de promouvoir les mobilités douces sur son territoire, la Ville d'Anglet a engagé depuis 2009, une opération visant à mettre à disposition des vélos à titre gratuit.

Ainsi, c'est plus de 195 vélos qui sont proposés en période estivale sur les sites de la Base Navale et de l'école Aristide Briand, et 5 vélos à l'année à l'Office du Tourisme des Cinq-Cantons.

Ce dispositif, géré par la Ville d'Anglet, bénéficiait jusqu'en 2016 d'un portage par le Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour (STACBA), aujourd'hui dénommé Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour (SMPBA).

En 2017, suite au changement de délégataire pour la compétence Transport en commun de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB), le dispositif de prêt n'a pas pu être reconduit par le Syndicat pour des raisons juridiques.

Souhaitant poursuivre cette opération au franc succès depuis son démarrage (plus de 10 000 emprunts /an), la Ville d'Anglet a alors lancé seule, un marché spécifique de 3 ans attribué le 17 mai 2017 au prestataire historique Cyclocom, afin d'assurer la continuité du service pour l'été 2017.

Le SMPBA a relancé fin 2017, le prêt gratuit de vélos jusqu'en septembre 2018, sur les communes de Bayonne, Biarritz et Tarnos (50 vélos mis à disposition à l'année).

Dans un souci de cohérence des services proposés par les collectivités, la Ville souhaite transférer son marché de mise à disposition des vélos au SMPBA, qui en assurera ainsi la prise en charge financière pour un montant total de 40 800 € TTC par an.

Pour la saison 2018 et vu les délais impartis, la commune assurera la mise en place opérationnelle du prêt de vélos. Celle-ci inclue notamment le recrutement des saisonniers travaillant sur site.

Par la suite, le Syndicat souhaite développer une offre « Vélos » permanente mutualisée sur les communes de l'ex-ACBA à minima. Dans ce cadre, les services de la Ville resteront attentifs aux réflexions qui seront menées.

Après en avoir délibéré, il vous est proposé :

- d'approuver le transfert du marché intitulé « Mise à disposition de vélos partagés sur la commune d'Anglet avec entretien et maintenance » au Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour, au titre de sa compétence Mobilité,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à ce transfert.

Martine CHARRON demande si c'est un service saisonnier.

Claude OLIVE répond que oui. A l'année, il y en a que quelques-uns qui restent aux Cinq cantons, à l'Office du Tourisme et les 195 vélos vont être utilisés de mai à octobre 2018.

Martine BISAUTA souhaite savoir où en est le projet de la maison du vélo qui doit se situer à la gare de Bayonne.

Damien DUHAMEL précise qu'il y a deux solutions possibles. Une solution historique qui se situerait au niveau du pôle santé mais reste à voir si c'est la solution la plus opportune et si elle doit ne concerner que le vélo ou si elle doit aussi intégrer des informations sur l'ensemble des services de mobilités. La deuxième, proposée par la SNCF, se situe dans le cadre des travaux qui vont être faits au niveau de la gare. Une cellule doit être commercialisée et il serait intéressant de pouvoir positionner une offre de vélo.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°12 : AVENANT N°3 DSP CHRONOPLUS : PROLONGATION DU SERVICE FLUVIAL

Conscient des fortes incidences engendrées par les travaux et les forts enjeux de mobilités autour de la traversée de l'Adour pour les usagers de l'agglomération, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour avait lancé, le 21 Septembre 2017, un service expérimental de Passeur Fluvial jusqu'au 30 Juin 2018.

Cette mise en service s'était traduite par la signature d'un avenant permettant d'affermir l'option 4 (service fluvial) de la convention de Délégation de Service Public (DSP) en cours d'exécution depuis le 1^{er} Avril 2017 avec la société Keolis Côte Basque-Adour (KCBA).

Aujourd'hui, avec plus de 122 000 voyages sur les 8 premiers mois d'exploitation, la fréquentation a largement dépassé les estimations initiales. Face au succès rencontré par ce service, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour envisage de donner une suite à l'expérimentation fluviale l'Adour.

La signature d'un nouvel avenant à la convention de DSP, fourni en annexe, permet de prolonger le service de passeur fluvial pour une durée supplémentaire de 4 mois, de Juillet à Octobre 2018, selon un principe de fonctionnement inchangé depuis son lancement. Le coût global de ce service représente 72 787 € HT par mois sur une durée de 4 mois. Les principales composantes de ce montant sont la location du ponton Quai Bergeret, la location et l'entretien du bateau, le coût de main d'œuvre des membres d'équipages, les consommations et autres charges.

En parallèle du maintien du passeur fluvial, les études et travaux permettant la réalisation d'un service plus complet de navette fluviale seront engagés. L'objectif est un lancement, dès l'automne 2018, d'un service reliant Anglet, Boucau et Bayonne le long de l'Adour. Le coût d'investissement pour la collectivité est estimé à environ 1 200 000 € HT pour un coût de fonctionnement d'environ 75 000 € HT par mois.

Les études lancées dans les prochaines semaines permettront d'aboutir à une estimation plus précise des coûts et des modalités du projet. Une délibération sera alors présentée en ce sens.

Le Comité Syndical est invité à approuver cet avenant, à l'engager sur les crédits correspondants et à autoriser le Président à signer tout document y afférant.

Claude OLIVE précise qu'une enquête de satisfaction a été menée avec de très bons résultats : 99% de satisfaction et 95% qui souhaitent que cette navette reste en place.

Jean-Paul SALDUCCI demande si en raison du projet et des montants, il ne serait pas intéressant d'acheter le bateau.

Claude OLIVE précise que cela fait partie de la DSP avec Keolis. Des études vont être lancées et la navette reste en place 4 mois supplémentaires afin d'étudier la faisabilité du projet et la baisse des coûts.

Guillaume FOURQUET demande si c'est un service gratuit.

Claude OLIVE confirme que oui mais qu'il va devenir payant : le prix d'un ticket de bus, 1€.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°13 : EVOLUTION DU RESEAU CHRONOPLUS « ETE ».

Depuis le 1^{er} avril 2017, le Syndicat des mobilités a confié la gestion et l'exploitation du réseau Chronoplus à Keolis Basque Adour (KBA) dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) courant jusqu'au 31 décembre 2023.

En parallèle de la définition de l'offre de service, le Syndicat des mobilités garde son rôle de décideur dans l'organisation des itinéraires des lignes actuelles ou la création de nouvelles lignes.

Le Syndicat des mobilités a débuté depuis février 2017 le vaste chantier d'aménagement de la ligne 1 du Tram'Bus de Bayonne à Biarritz. Les travaux de cette ligne s'achèveront en juin 2019. D'ici là, il est proposé de maintenir autant que possible le réseau Chronoplus dans son organisation actuelle afin de limiter la perte de clientèle que ce soit en période scolaire ou période estivale. En effet, le Syndicat des mobilités et Chronoplus doivent s'assurer qu'au cours des deux années à venir, les usagers soient le moins pénalisés dans leur parcours au travers d'une offre de service adaptée et la plus cohérente possible à leurs habitudes.

1. Rappel des dispositions contractuelles

Le nouveau contrat de DSP définit de nouvelles règles pour les modifications d'offres de services qui doivent simplifier la gestion technique et financière (art 14.3, 14.4 et 37.1.2 du contrat de DSP) :

- possibilité d'adaptation de l'offre dans la limite de + ou - 1% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle, à moyens constants en véhicules, **sans qu'il n'y ait de modifications des conditions financières du contrat ;**
- possibilité d'adaptation de l'offre dans la limite de - 5% à - 1% et de + 1% à + 5% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle **mais application sur ces kilomètres de coûts complémentaires contractuels ;**
- possibilité d'adaptation de l'offre en-deçà de - 5% et au-delà de + 5% de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle **mais dans ce cadre une révision des conditions financières du contrat sera prévue sous forme d'avenant.**

Au-delà du seuil de 1% visé précédemment, le Délégataire est indemnisé des moyens supplémentaires nécessaires à la réalisation de l'offre, qu'à la seule condition qu'ils aient été mis à disposition du service par ce dernier.

2. Modifications Réseau « Été » 2018

Les principales évolutions du réseau 2018 par rapport au service mise en place lors de la saison estivale 2017 concernent les lignes suivantes :

- **Ligne A1 – Bayonne Navarre / Biarritz Mairie**
Ligne B – Tarnos Femmes d'un Siècle / Bayonne Technocité
Ligne 4 – Tarnos Métro Plages / Anglet Minerva

En lien avec les travaux du Tram'Bus, les lignes A1, B et 4 resteront déviées jusqu'au 16 juillet 2018 et emprunteront le même itinéraire que la ligne A2 par l'avenue Alsace Lorraine.

A compter du 17 juillet 2018, ces trois lignes retrouveront leur itinéraire habituel par la rue Maubec.

- **Ligne 5 – Bayonne Pl. des Basques / Anglet la Barre**
Ligne 8 – Bayonne Pl. des Basques / Biarritz Gare – Bidart Lore-Landa
Ligne 14 – Bayonne Pl. des Basques / Biarritz Cité Scolaire

En lien avec les travaux du Tram'Bus sur le quartier de la gare à Bayonne conduisant à la suppression des possibilités de régulation pour les bus, les lignes 5, 8 et 14 verront leur terminus maintenu au niveau de la Place des Basques à Bayonne, conformément aux modifications intervenues en septembre 2017 suite à la fermeture du Pont St Esprit.

- **Ligne 11 – Bayonne Séqué / Anglet la Barre**

L'itinéraire actuel est conservé avec ajout d'un arrêt « Gare Maritime » provisoire dans le sens Anglet vers Bayonne (face à l'existant sens opposé). Suppression de l'arrêt « Dubrocq » dans le sens Anglet vers Bayonne car situé à l'entrée de la trémie du rond-point de Marinadour. Les usagers seront reportés sur l'arrêt « Marines » à proximité.

- **Ligne 12 – Biarritz Gare / Bidart Mairie – Bidart Uhabia**

Suite aux travaux sur le centre bourg de Bidart, l'arrêt Bidart « Mairie » ne peut plus servir de terminus. Les courses effectuées par les minibus desserviront cet arrêt et emprunteront la rue Erretegia pour réaliser les arrêts « Erretegia » et « Eglise » puis itinéraire normal.

Pour les courses effectuées par des Midibus, l'itinéraire de l'été 2017 est conservé en passant par la rue de l'Uhabia puis rue Tarte Berria avec mise en place de l'arrêt « Lavoir » sur cette voie.

- **Navette Bayonne**

Suite au changement de sens de circulation en hyper-centre de Bayonne (secteur des Halles), le parcours des navettes de Bayonne est modifié mais cela ne génère aucun impact kilométrique et les temps de parcours sont maintenus.

- **Navette Biarritz Centre-Ville**

Le parcours de la navette centre-ville de Biarritz est prolongé jusqu'au quartier de l'Hippodrome en lien avec les modifications intervenues depuis septembre 2017.

- **Navette Biarritz Côte des Basques**

Le parcours de la navette Côte des Basques de Biarritz est modifié en lien avec la mise à sens unique du Boulevard Prince de Galles. La navette empruntera dorénavant la rue Peyroloubilh pour rejoindre la place du Port Vieux.

- **Navette Biarritz St Charles**

Le parcours de la navette St Charles de Biarritz est prolongé jusqu'au plateau du Phare en lien avec les modifications intervenues depuis le 19 Mars 2018.

- **Navette Quintaou**

La Navette Quintaou circule uniquement le Jeudi matin depuis le 15 Février 2018 avec un parcours modifié en boucle avec un terminus devant l'école Jules Ferry. Cela permet de desservir finement les deux entrées du marché.

Navette Océane – Anglet Chambre d'Amour / Anglet Minerva

En 2017, la ville d'Anglet et le Syndicat des mobilités avaient retenu le parking du lycée Cantau pour permettre le stationnement et la régulation des bus de la navette Océane. L'objectif étant de créer une possibilité de parking relais P+R pour rejoindre les plages en bus.

Malheureusement, le positionnement de ce parking assez excentré des principales voies de communication n'a pas rencontré le succès escompté. Face à ces éléments, il a été convenu de ramener le terminus de la navette Océane à l'arrêt « Minerva » au pied des résidences Montauray. Une signalétique sera mise en place par la ville d'Anglet pour inciter les automobilistes à déposer leur voiture sur les nombreux parkings environnants

Les évolutions du réseau Chronoplus présentées ci-dessus restent dans un volume d'augmentation d'offre compris entre **0 et + 1%** de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle, et ne nécessitent pas la mise à disposition de moyens supplémentaires en véhicules. Il n'y aura donc aucun impact financier pour le Syndicat des mobilités.

Cependant, il convient d'approuver dès à présent l'organisation estivale proposée afin de permettre au délégataire KBA et aux services du Syndicat des Mobilités de finaliser l'offre estivale, de préparer les plannings des conducteurs et de lancer la campagne de communication.

Le Comité syndical est invité à donner son accord pour la mise en place du **2 juillet 2018** au **2 septembre 2018** (inclus) du réseau Chronoplus « Été » et de ses évolutions.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°14 : EVOLUTION DU RESEAU HEGOBUS « ETE 2018 ».

Depuis le 1^{er} Septembre 2016, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour a confié la gestion et l'exploitation du réseau HEGOBUS à Transdev Urbain Pays Basque (TUPB) dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) courant jusqu'au 31 Août 2024.

En parallèle de la définition de l'offre de service, le Syndicat des mobilités garde son rôle de décideur dans l'organisation des itinéraires des lignes actuelles ou la création de nouvelles lignes.

Pour le réseau Été 2018 HEGOBUS, il a été décidé de garder la même structuration générale de l'offre de service qu'en 2017 notamment sur les nombres de courses par lignes et les amplitudes horaires de fonctionnement. Des ajustements à la marge sont apportés pour prendre en compte les modifications de circulation sur la voirie notamment sur la commune d'Hendaye et sur un renforcement de l'offre de la ligne 1 à Saint-Jean-de-Luz pour desservir les campings du secteur de Lafitenea.

3. Modifications Réseau « Été 2018 »

Les évolutions du réseau « Été 2018 » par lignes :

- **Ligne 1 – Ciboure Xaldi Zurito / Saint-Jean-de-Luz Lafitenea**

Rajout de 3 A/R par jours de fonctionnement du Lundi au Dimanche entre Lafitenea et la Halte Routière de Saint-Jean-de-Luz

- **Ligne 4 – Hendaye EHPAD / Irun Plaza San Juan**

Création de 3 arrêts supplémentaires sur la commune d'Irun à savoir Mendibil, Nafarroa et Ficoba.

Modification de l'itinéraire de la ligne 4 :

- Sens EHPAD > Irun : après l'arrêt "Eglise Sainte Anne", le bus emprunteront la rue des Néfliers puis Rue des Jasmins pour rejoindre le rond-point du Palmier puis reprise de l'itinéraire actuel.
- Sens Irun > EHPAD : après l'arrêt "Palmiers", les bus emprunteront la rue d'Irun pour rejoindre le boulevard de la Mer puis itinéraire actuel.

- **Ligne 5 – Hendaye Grande Plage / Biriadou Bourg / Irun Behobia**

Modification de l'itinéraire de la ligne 4 :

- Sens Behobia > Biriadou > Floride : après l'arrêt "Grande Plage" les bus emprunteront la rue des Plaqueminiers au rond-point de Flore où nous effectuerons notre terminus. Une voie bus sera aménagée dans le rond-point.
- Sens Floride > Biriadou > Behobia : Les bus emprunteront le Boulevard de la Baie de Txingudi puis rue des Tulipiers pour rejoindre le rond-point des Palmiers puis rue d'Irun pour rejoindre le boulevard de la Mer et desservir "Eglise Sainte Anne".

- **Ligne 23 – Saint-Jean-de-Luz Halte Routière / Ahetze / Arbonne / Biarritz Gare SNCF**

Rajout d'une course en direction de Biarritz Gare SNCF en milieu d'après-midi depuis la Halte Routière de Saint-Jean-de-Luz

L'ensemble de ces évolutions et engagements sont prévus au contrat de DSP et donc aucun surcoût financier n'est à prévoir sur ce sujet.

Les évolutions du réseau Hegobus présentées ci-dessus restent dans un volume d'augmentation d'offre compris entre **0 et + 2.5%** de l'offre kilométrique prévisionnelle annuelle, et ne nécessitent pas la mise à disposition de moyens supplémentaires en véhicules. Il n'y aura donc aucun impact financier pour le Syndicat des mobilités.

Un bilan détaillé sera présenté fin 2018 au Comité Syndical. Cependant, il convient d'approuver dès à présent l'organisation estivale du réseau Hegobus proposée afin de permettre au délégataire Transdev Urbain Pays Basque et aux services du Syndicat des mobilités de finaliser l'offre estivale, de préparer les plannings des conducteurs et de lancer la campagne de communication.

Le Comité syndical est invité à donner son accord pour la mise en place du **7 juillet 2018 au 2 septembre 2018** (inclus) du réseau Hegobus « Eté 2018 » et de ses évolutions.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°15 : AVENANT N°3 RESEAU HEGOBUS – MISE EN PLACE LIGNE 6 ET NAVETTE PARK'N BUS

Depuis le 1^{er} Septembre 2016, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour a confié la gestion et l'exploitation du réseau HEGOBUS à Transdev Urbain Pays Basque (TUPB) dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) courant jusqu'au 31 Août 2024.

En parallèle de la définition de l'offre de service, le Syndicat des mobilités garde son rôle de décideur dans l'organisation des itinéraires des lignes actuelles ou la création de nouvelles lignes.

Il a été acté, comme pour l'année 2017 :

- la mise en place de la ligne 6 pour les réseaux mi-saison 2018 (du Lundi au Samedi) et Eté 2018 (du Lundi au Dimanche) ;

- la mise en place de la Navette Park'n Bus sur la commune de Saint-Jean-de-Luz entre le 14/07 et le 27/08/2018 (du Lundi au Dimanche).

Ces services ne sont pas intégrés dans le contrat de Délégation de Service Public, et comme pour l'année 2017, il convient de passer un avenant (n°3) pour leur mise en place.

Ces services supplémentaires, provisionnés dans le cadre du budget Transport Urbain Sud Pays Basque (TUSPB) du SMPBA au « *Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante* », avaient reçu un avis favorable sur le plan budgétaire lors du Comité Syndical du 6 Avril 2018 pour un montant cumulé de 136 000 €.

La présente délibération et l'avenant attenant ont pour objet de finaliser les éléments techniques en lien avec l'enveloppe budgétaire allouée aux services correspondants.

4. Ligne 6 – Réseau Hegobus

La ligne 6 fonctionne du 7 Avril au 4 Novembre 2018 sur deux périodes et deux exploitations distinctes, à savoir :

- Du 7 Avril au 6 Juillet 2018 et du 3 Septembre au 4 Novembre 2018 (128 jours) avec un itinéraire entre Haicabia et Water Sport Center à raison de 8 A/R par jours du Lundi au Samedi.
- Du 7 Juillet au 2 Septembre 2018 (58 jours) avec un itinéraire entre la Halte Routière de Saint-Jean-de-Luz et Water Sport Center à Hendaye à raison de 8 A/R par jours du Lundi au Dimanche.

LIGNE 6	
Coût heures de conduite	59 081,00 €
Coût de roulage	23 690,00 €
Coût Marketing	2 000,00 €
Coût Véhicule	1 000,00 €
Marge et Aléas	800,00 €
Total des Coûts	86 571,00 €
Recettes	7 800,00 €
Coût total LR6 (base € 2017)	78 771,00 €

Le coût de la mise en place de la ligne 6 pour les 186 jours d'exploitation est de **78 771,00 €** (base euro 2017).

5. Navette Park'n Bus Saint-Jean-de-Luz

La Navette Park'n Bus fonctionne du 14 Juillet au 27 Août 2018 (44 jours) pour desservir les parkings relais de Chantaco et Kexilola en direction de la Halte Routière de Saint-Jean-de-Luz du Lundi au Dimanche.

Navette Park'n Bus	
Coût heures de conduite	10 005,00 €
Coût de roulage	35 938,00 €
Coût Marketing	10 000,00 €
Coût Véhicule	- €
Marge et Aléas	4 300,00 €
Total des Coûts	60 243,00 €
Recettes	19 035,00 €
Coût total LR6 (base € 2017)	41 208,00 €

Le coût de la mise en place de la Navette Park'n Bus pour les 44 jours d'exploitation est de **41 208,00 €** (base euro 2017).

L'avenant 3 pour la mise en place de la ligne 6 et de la Navette Park'n Bus porte donc sur un montant cumulé de **119 979,00 €** (base euro 2017). *Le montant budgété pour la mise en place de ces services est de 136 000 €.*

Le Comité syndical est invité à :

- valider la proposition d'avenant ci-annexé ;
- autoriser le Président à sa signature.

Guillaume FOURQUET demande s'il y a eu un appel d'offre.

Claude OLIVE précise que ce n'est pas possible car c'est Transdev qui a la délégation.

Damien DUHAMEL explique que quand vous confiez un contrat de service public d'un territoire, il possède l'exclusivité territoriale de tous les services qui vont être mis en place pendant cette délégation.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°16 : CONVENTION TRIPARTITE SMPBA – KEOLIS BASQUE ADOUR ET LES CLUBS AVIRON BAYONNAIS RUGBY PRO ET BIARRITZ OLYMPIQUE PAYS BASQUE

Les clubs de rugby de l'Aviron Bayonnais Rugby Pro et du Biarritz Olympique Pays Basque bénéficient d'une forte notoriété et d'une fréquentation importante les jours de match à domicile.

Le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour souhaite développer la fréquentation et l'attractivité du réseau Chronoplus en lien avec son délégataire Keolis Basque Adour.

Les conventions tripartites ont pour objectif de définir les conditions de partenariats pour les saisons 2017/2018 et 2018/2019 avec les engagements suivants pour les parties :

- Pour KBA :
 - ✓ Vente à bord des bus du réseau d'un titre de transport « Rugby Pass » à moitié prix (1€ au lieu de 2 € au tarif Septembre 2017) sur présentation du billet du match ou d'un abonnement en cours de validité.
- Pour le SMPBA :
 - ✓ Dans le cadre de sa politique en faveur du développement de l'utilisation des transports en commun, il prend en charge le manque à gagner correspondant au tarif moitié prix du titre « Pass Rugby », soit 0.95 € HT (1€ TTC). Cette compensation intervient sur présentation par KBA des chiffres de vente du titre.
- Les clubs de rugby :
 - ✓ Assurent les actions de valorisation de promotion lors des matchs et via les sites internet respectifs.

Le Comité syndical est invité à :

- valider les propositions de convention ci-annexées ;
- autoriser le Président à leur signature.

ADOpte A L'UNANIMITE

**OJ N°17 : COMMUNE DE BAYONNE – DROIT DE PREEMPTION URBAIN - DIA N°064 102 18B0113 -
RECEPISSE DU 13/03/2018 -OFFRE D'ACQUISITION PAR EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN**

Dans le cadre de la mise en place du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) porté par le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, deux lignes de transports ont été définies et arrêtées, traversant l'agglomération de part en part et intégrant un point de convergence dans le centre de la Commune de Bayonne.

Ce projet rendu d'intérêt général au regard des conclusions de l'enquête publique réalisée dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation a conduit l'Agglomération à saisir les opportunités d'intervention sur les emprises foncières liées au tracé de la ligne 2.

En date du 13 Mars 2018 une déclaration d'intention d'aliéner présentée par la SCI MICADO a été déposée en Mairie de Bayonne informant l'Agglomération de l'aliénation d'un bien situé sis 13 rue Montalibet, en plein cœur du tracé de la ligne 2 de BHNS.

Au regard du projet présenté, il est indispensable que le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour intervienne en priorité dans l'acquisition de ce bien bâti en exerçant son droit de préemption urbain délégué par la Communauté d'Agglomération Pays Basque par décision du 16 avril 2018.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-1, L.5211-2 et L.5211-10 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.212, L.213 et suivants ;

Vu les statuts et le règlement intérieur du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour en date du 7 Août 2017 ;

Vu le droit de préemption urbain institué sur les zones U et AU du PLU de Bayonne en application des articles R211-1 et R211-2 du Code de l'Urbanisme par délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Côte Basque-Adour du 25 mai 2007 ;

Vu la délibération du conseil de la Communauté d'Agglomération Pays Basque du 4 février 2017 donnant délégation au Président de l'Agglomération, pour la durée de son mandat, pour « exercer les droits de préemption définis par le code de l'Urbanisme, que la communauté en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L213-3 de ce même code » ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner présentée la Société civile immobilière SCI MICADO portant sur une propriété bâtie à usage professionnel située 13 rue Montalibet à Bayonne, cadastrée section BW numéro 278 d'une contenance globale de 355 m², d'une superficie habitable de 200 m², au prix de 650 000 €.

Vu la décision du Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque en date du 16 avril 2018 déléguant au Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour le droit de préemption urbain pour la déclaration d'intention ci-dessus;

Vu la demande d'avis sur la déclaration d'intention d'aliéner adressée par lettre recommandée du 30 avril 2018 à la Direction Départementale des Finances Publiques, établie en application de l'article L 213-2 du Code de l'Urbanisme ;

Vu la demande de visite du bien adressée par lettre recommandée du 30 avril 2018 au propriétaire ainsi qu'à leur notaire, établie en application de l'article L 213-2 du Code de l'Urbanisme et du décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 ;

Vu l'acceptation de la demande de visite, par courrier du 3 mai 2018 ;

Vu la visite du bien effectuée le 14 Mai 2018 contradictoirement par Monsieur Patrice LE NAY (représentant le Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour), Monsieur CASTAGNET, gérant de la société SCI MICADO, propriétaire du bien, et Madame Annick VEPIERE (Evalueur Domaines) ;

Vu l'évaluation des Services du Domaine n°2018 64102 v 0393 du 16 Mai 2018 estimant la valeur du bien au prix de 570 000 € ;

Considérant que l'acquisition de ce bien s'inscrit dans la cadre des dispositions des articles L.300-1 et L.210-1 du Code de l'Urbanisme ;

Il est proposé au Comité Syndical :

D'autoriser Le Président du Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour à exercer son droit de préemption en vertu de l'article R.213-8 du Code de l'Urbanisme sur la vente d'une propriété bâtie à usage professionnel située 13 rue Montalibet à Bayonne, cadastrée section BW numéro 278 d'une contenance globale de 355 m², d'une superficie habitable de 200 m² appartenant à la société SCI MICADO.

D'acquérir le bien pour un montant de 570 000 €, soit le prix évalué par le Service du Domaine.

En application de l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le vendeur dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour faire connaître au Syndicat des Mobilités Pays Basque-Adour, délégataire du droit de préemption urbain :

- Soit qu'il accepte le prix offert de 570 000 €
- Soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration, et accepte alors que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation
- Soit qu'il renonce à l'aliénation

D'identifier cette intervention comme action foncière nécessaire à la mise en place du projet d'intérêt général de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) définissant la Stratégie du territoire en matière de mobilité. Il constitue l'armature du Plan de Déplacements Urbains approuvé le 10 juillet 2015 dont l'objectif principal est de « promouvoir de façon significative les modes alternatifs au « tout voiture » et d'ouvrir à tous un droit à la mobilité durable ». Ce programme comprend la réalisation de deux lignes structurantes de bus de type TRAM'BUS, d'un linéaire total de 23,6 Km. Le bien objet des présentes, sis 13 rue Montalibet à BAYONNE, se situe sur la ligne 2 du projet.

D'autoriser la notification de la présente délibération, rendue exécutoire aux acteurs suivants :

- La Communauté d'Agglomération Pays Basque, 15 avenue Foch 64100 BAYONNE
- Monsieur le Maire de Bayonne, 1 avenue du Maréchal Leclerc 64100 BAYONNE
- Maître Marie-Bénédicte COUSTOU-OSPITAL, notaire, 9 chemin de Chingaléténéa, ZA de Laiatz 64500 SAINT JEAN DE LUZ
- SCI MICADO, 7 lotissement Garicoitz 64210 BIDART
- Monsieur le Directeur de France Domaine, Trésorerie Générale, 8 place d'Espagne 64000 PAU

Martine BISAUTA souhaite savoir si c'est la première parcelle dont on fait l'acquisition.

Jean-René ETCEHGARAY répond oui et non car en réalité il y a déjà eu des acquisitions à l'amiable. D'autres acquisitions seront nécessaires.

Martine BISAUTA précise que de façade à façade, si on souhaite pouvoir faire passer, les voitures, les bus et les vélos, il faut une surface de 18 mètres.

Claude OLIVE précise qu'il faut 23 mètres.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°18 : ACQUISITION AUPRES D'HABITAT SUD ATLANTIC DE LA PARCELLE BN 438, BOULEVARD DU BAB A BAYONNE, A HABITAT SUD ATLANTIC POUR LE PROJET TRAM'BUS

Dans le cadre du projet Tram'Bus, le Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour souhaite acquérir auprès d'Habitat Sud Atlantic le terrain lui appartenant cadastré section BN 438, boulevard du BAB à Bayonne (quartier Balichon), d'une contenance de 1 040 m².

Cette acquisition a pour objet principal le rétablissement des circulations piétonnes au droit du parking de la résidence, entre la rue Dubrocq et la station Tram'Bus à proximité du tunnel.

Le projet prévoit la réalisation de rampes et escaliers et le rétablissement de la traversée du boulevard du BAB à l'issue des travaux.

La constitution du prix offert à HSA de 274 456,85 € HT est la suivante :

- 400 € HT/m² pour l'assiette des parkings, valeur fixée par le Service Local du Domaine hors indemnité de remploi, dans le cadre de l'évaluation sommaire et globale des dépenses en date du 3 juillet 2017, sollicitée dans le cadre de la déclaration d'utilité publique du projet Tram'Bus,
- 0,15 € HT/m² pour les talus assimilés à de la voirie.

Vu l'estimation domaniale du 3 juillet 2017 n°2017 024 V 0296,

Le comité syndical est invité à :

- approuver l'acquisition à Habitat Sud Atlantic ou toute société amenée à se substituer à elle, de la parcelle cadastrée section BN numéro 438, située boulevard du BAB à Bayonne, d'une contenance de 1 040 m² ;
- approuver l'acquisition au prix de 274 456,85 € HT ;
- autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tous documents nécessaires à la présente transaction.

ADOpte A L'UNANIMITE

OJ N°19 : PROJET TRAM'BUS - DOSSIERS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE DES TRAVAUX DU TRAM'BUS – ATTRIBUTION D'INDEMNISATIONS

Dans le cadre du projet de réalisation des deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service, dites « Tram'Bus 1 et 2 », le Comité syndical a acté, par délibération du 14 décembre 2016 et par délibération modificative du 21 juillet 2017, la mise en place d'une Commission d'indemnisation Amiable au titre du Tram'Bus (CIATB), auprès des entreprises, commerçants, artisans et professions libérales situés dans le périmètre de l'emprise des travaux.

En effet, au regard de l'envergure et de la durée des travaux, les perturbations générées peuvent avoir un impact sur les activités économiques et commerciales.

Pour mémoire, l'instruction des dossiers de demande d'indemnisation se déroule de la manière suivante :

1. Remise des dossiers par les requérants
2. Contrôle de la complétude du dossier remis
3. Instruction par un expert-comptable pour vérification du préjudice financier produit par le requérant.

4. Instruction du dossier par la Commission d'Indemnisation qui statue sur la recevabilité de la demande et sur le montant de l'indemnisation à proposer au Conseil Syndical
5. En cas de recevabilité de la demande, attribution de l'indemnisation par délibération du Conseil Syndical.

Cette commission a tenu deux sessions les 17 avril et 15 mai 2018 et **11** dossiers complets ont été instruits lors de ces deux séances. Le tableau suivant établit la synthèse des dossiers instruits selon le tableau ci-dessous :

COMMISSION D'INDEMNISATION DU 17 AVRIL 2018							
N° de Dossier	Nom de l'entreprise	Ville et secteur de travaux	Période de Travaux	Recevabilité et motif	Non recevabilité et motif	Montant demandé par le requérant	Montant proposé par la Commission
2018-02-24	SNC STEVAL (2ème dossier)	Bayonne Rue Maubec	01/12/2017 au 31/12/2017		Non recevable car perte inférieure à 10 %, conformément au Règlement Intérieur sur la période demandée	40 000 €	0 €
2018-03-28	HIPPO ANGLET (2ème dossier)	Anglet - avenue de Bayonne	01/11/2017 au 31/01/2018	Recevable partiellement. Le taux de marge brute pris en compte par la commission correspond à celui du premier dossier déposé		35 955 €	33 391 €
N° de Dossier	Nom de l'entreprise	Ville et secteur de travaux	Période de Travaux	Recevabilité et motif	Non recevabilité et motif	Montant demandé par le requérant	Montant proposé par la Commission
2018-03-29	COFOINA	Biarritz – avenue de la Reine Victoria	01/10/2017 au 31/01/2018	Recevable partiellement car prise en compte du CA sur toute la période de travaux, le CA sur une période ayant été positif		8 143 €	6 389 €
2018-03-31	CEJETO (2ème dossier)	Anglet - avenue de Bayonne	01/11/2017 au 31/01/2018	Recevable partiellement. La commission a recalculé sur toute la période en tenant compte de l'indemnisation précédente		11 160 €	10 500 €
2018-03-32	RICOBAN	Anglet - avenue de Bayonne	27/08/2017 au 31/12/2018		Non recevable car perte inférieure à 10 %, conformément au Règlement Intérieur sur la période demandée	7 366 €	0 €

2018-03-35	KORRIGANS	Anglet - avenue de Bayonne	01/12/2017 au 28/02/2018	Recevable partiellement suite à erreur de calcul du montant du préjudice		17 629 €	3 503 €
2018-03-36	LES CYCLADES (2 ème dossier)	Anglet – Allée du Cadran	01/11/2017 au 28/08/2018	Recevable préjudice avéré		8 331.75 €	8 401 €
TOTAL						128 584 .75 €	62 184 €

- Sur les 11 dossiers complets instruits lors de la séance du 17 avril 2018, 5 ont été jugés recevables et peuvent faire l'objet d'une attribution d'indemnisation.
- 2 dossiers complets ont été jugés non recevables selon les motifs exposés ci-dessus.
- 4 dossiers ont fait l'objet d'un renvoi à la prochaine commission pour demande de précisions

Le montant total des indemnisations attribuées pour la commission du 17 avril 2018 est de **62 184 €**, prévus au budget du projet de Tram'bus.

COMMISSION D'INDEMNISATION DU 15 MAI 2018							
N° de Dossier	Nom de l'entreprise	Ville et secteur de travaux	Période de Travaux	Recevabilité et motif	Non recevabilité et motif	Montant demandé par le requérant	Montant proposé par la Commission
2018-04-42	LE FOURNIL DE ST ESPRIT (2 ème dossier)	Bayonne 4-6, Place de la République	01/01/2018 au 31/03/2018	Recevable préjudice avéré. L'écart de montant résulte essentiellement dans l'écart d'arrondi du taux de marge retenu.		13 148 €	13 050 €
2018-04-45	SARL HAY EDER (Jean's and Cuir) (2ème dossier)	Anglet CCial Mercure Avenue Jean Léon Laporte	01/07/2017 au 31/11/2017	Recevable partiellement. La commission a recalculé le montant du préjudice en retirant le mois d'août 2017 (période d'un mois sans travaux) et en intégrant la baisse structurelle effective déjà prise en compte pour le calcul de l'indemnisation précédente.		8 350 €	2 160 €
2018-03-37	SASU ALEXIA REEBER (PAUSE & VOUS)	Bayonne Rue Maubec	04/09/2017 au 05/12/2017	Dossier déposé par le mandataire dans le cadre de la procédure de la liquidation judiciaire. Recevable partiellement. Une erreur de calcul a été constatée par la commission.		5 566 €	1 783 €

2018-04-44	SARL BDN OPTIQUE (2ème dossier. La demande avait été jugée irrecevable)	Anglet 26, avenue de Bayonne	01/11/2017 au 31/03/2018	Recevable partiellement. La commission a considéré que le du préjudice devait être calculé en intégrant la totalité de la période de travaux (soit à compter du 1 ^{er} septembre 2017) mais que par ailleurs, une baisse structurelle devait également être prise en compte pour l'estimation du préjudice réel.		15 448 €	8 933 €
2018-04-41	SARL GSM CLINIQUE (2ème dossier)	Bayonne Rue Maubec	01/10/2017 au 28/02/2018	Recevable préjudice avéré. La formule de calcul basée habituellement n'est pas adaptée car le CA 2016 de cette entreprise était déjà impactée par les travaux. Un nouveau calcul d'indemnisation (basé sur référence CA2015) a été proposé.		29 000 €	34 610 €
2018-02-25	LE BALTO TABAC PRESSE	Bayonne Boulevard Alsace-Lorraine	10/10/2016 au 31/12/2017	Recevable partiellement. Seule la période du 01/09/2017 au 31/12/2017 ouvre droit à indemnisation.		24 819,21 €	10 088 €
2018-02-30	SARL OGI ONA	Bayonne 15, Boulevard Alsace-Lorraine	01/09/2017 au 31/12/2017	Recevable partiellement. Erreur dans la formule de calcul du préjudice. Nouveau calcul suite au CA retraité car commerce ouvert 7j/7 pour compenser la baisse d'activité).		93 818 €	9 835 €
Total						190 149,21 €	80 459 €

- 2 dossiers ont fait l'objet d'un renvoi à la prochaine commission pour demande de précisions

Le montant total des indemnisations attribuées pour la commission du 15 mai 2018 est de **80 459 €** prévus au budget du projet de Tram'bus.

L'attribution de l'indemnisation est conditionnée à la signature du protocole d'accord prévu à l'article XI du Règlement Intérieur de la Commission qui précise :

« Un tel protocole d'accord vaut transaction au sens de l'article 2044 du Code Civil et emporte renoncement du bénéficiaire de l'indemnisation à tout recours contentieux ultérieur concernant le montant proposé et tous les chefs de préjudice. »

Au vu de ces éléments, le Comité syndical est invité à approuver l'attribution des indemnisations proposées par la Commission d'Indemnisation au titre des préjudices occasionnés par les travaux du projet de Tram'bus et à autoriser le Président à signer tous documents afférents au versement de ces indemnisations.



ADOpte A L'UNANIMITE

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur Claude OLIVE remercie ses collègues et lève la séance à 18h18.